

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 10 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE
CHEMIN DE CALVISSON
30820 Caveirac

Références : 2025-07-
Code AIOT : 0006601765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE implanté CHEMIN DE CALVISSON PARCELLE AI37 30820 Caveirac.

La visite a pour objet de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-070-DREAL du 21 décembre 2023 et de la lettre de suites préfectorale du 30 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE
- CHEMIN DE CALVISSON PARCELLE AI37 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006601765 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La déchetterie de Caveirac a été construite en 1995. Elle est localisée au lieu-dit Le Lacan, à l'extrémité Sud-Ouest du territoire de Caveirac en limite communale avec Langlade, sur la parcelle n°37 de la section AI. Les premières habitations se situent à environ 680 mètres du site.

Elle collecte les déchets des particuliers et des professionnels et effectue des opérations de broyage des déchets verts

collectés sur une plateforme dédiée.

L'autorisation d'exploiter le site a été initialement délivrée au Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de la valorisation des déchets de la Vaunage par l'arrêté préfectoral n°02.080N du 19 juin 2002. Le récépissé de sa déclaration de changement d'exploitant a été délivré à la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (CANIM) pour la reprise de l'exploitation la déchetterie, et le récépissé de déclaration d'antériorité n°13.120N, pour son exploitation sous le régime de l'autorisation sous les rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 de la nomenclature des ICPE.

L'arrêté préfectoral n°17.013N a été délivré à la CANIM, suite à sa demande présentée en date du 4 août 2016, de modifier la déchetterie déjà autorisée de Caveirac en vue de l'optimiser et de la mettre aux normes. Le dossier du 8 août 2016 susmentionné prévoit notamment la mise en place d'un nouveau bassin de rétention de 970 m³, dimensionné pour compenser les nouvelles surfaces imperméabilisées du site suite à son extension et disposant d'un volume mort étanche de 250 m³ afin de contenir une éventuelle pollution accidentelle.

Par ailleurs, l'étude de danger annexée à ce dossier prévoit la mise en place d'un mur REI 120 de 3 mètres de hauteur au Nord, à l'Est et au Sud de la zone de stockage/broyage des déchets verts, afin de ramener les flux à 5 kW/m² dans l'enceinte du site et de n'avoir aucun flux thermique sur l'espace pédagogique destiné à accueillir du public.

Les déchets admis sur la déchetterie sont les déblais/gravas, le plâtre, les métaux, le bois, les encombrants non incinérables, les cartons, les encombrants incinérables, le mobilier, les déchets difus spécifiques, les DEEE, les huiles usagées, les batteries, piles et accumulateurs, les cartouches d'encre, les déchets verts, le papier, les pneus, l'amiante lié à des matériaux inertes, les bouteilles de gaz et extincteurs, le verre, les textiles et le polystyrène expansé.

Contexte de l'inspection : Récolement, Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Déclaration des déchets sortants sur GEREP	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.	/	Levée de mise en demeure
4	Registre des déchets sortants	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'Inspection à constater que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-070 du 21 décembre 2023 et de la lettre de suites du 30 octobre 2024 ont été respectées. Cette mise en demeure peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.
Thème(s) : Risques chroniques - Conformité au dossier de demande et au PAC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 02/12/2024
Prescription contrôlée : <p>La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole, exploitant une déchetterie sise Chemin de Calvisson, parcelle AI37, sur la commune de Caveirac, est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse :</p> <ul style="list-style-type: none">• de respecter les dispositions de l'article 1.3.1. de l'arrêté préfectoral n°17.013N du 26 janvier 2017 susvisé, en entourant les faces nord, est et sud de la plateforme dédiée au stockage et au broyage des déchets verts implantée sur la déchetterie, d'un mur d'enceinte de caractéristique REI 120 tel que prévu dans le dossier de demande du 8 août 2016 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté;• de respecter les dispositions des articles 1.3.1. et 9.4.1. de l'arrêté préfectoral n°17.013N du 26 janvier 2017 susvisé, en équipant la déchetterie d'un bassin étanche de 250 m³ tel que prévu dans le dossier de demande du 8 août 2016 susvisé pour le confinement des eaux d'extinction et des pluviales susceptibles d'être polluées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté;
Constats : <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Plateforme de dépôt et de broyage des déchets verts: <p>La plateforme des déchets verts est ceinte sur ses faces Nord, Est et Sud d'un mur d'une hauteur de 3,20 m constitué de blocs béton "légo", dont la résistance au feu est de REI 240 selon les données du constructeur "MAT'ILD" présentées.</p> <ul style="list-style-type: none">• Bassin de confinement des eaux d'extinction et des eaux polluées: <p>Le bassin de 250 m³ prévu pour assurer le confinement des eaux d'extinction et des rejets pollués accidentels est étanché par une membrane géotextile qui recouvre le fond du bassin et ses talus; le confinement des eaux contenues dans ce bassin est assuré par la fermeture de deux vannes-martelières, l'une fermant la canalisation de rejet de ce bassin dans le bassin d'orage, l'autre le trop-plein du bassin en sortie d'un séparateur vers le milieu naturel; ces deux vannes sont en position ouverte par défaut et sont fermées par le personnel de la déchetterie en cas de sinistre; le personnel est informé de cette procédure qui fait l'objet d'une consigne écrite mise à sa disposition, transmise à l'Inspection par courriel du 08/07/2025 et intégrée dans le plan de défense incendie de la déchetterie dont il a transmis une copie au SDIS.</p> <p>Ces constats respectent les deux premières prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 décembre 2023.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 9.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage (250 m³) ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier à proximité du local de stockage des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence à l'entrée du site d'un plan actualisé des aménagements de la déchetterie avec une description des dangers pour chaque local et la localisation des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie;- la présence de téléphones permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- la présence de 12 extincteurs répartis sur les aires extérieures (2 extincteurs sur roues) et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier dans le local de stockage des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Le compte-rendu de la dernière vérification de ces 12 extincteurs, qui a été réalisée par la société spécialisée MTSI en date du 24/06/2025, a été transmise en date du 08/07/2025;- la présence de deux poteaux d'incendie: le 1er, disposé devant l'entrée du site, est alimenté par le réseau AEP et le 2nd, situé au fond de la déchetterie, est alimenté par le réseau BRL. <p>Un compte-rendu de vérification des poteaux d'incendie de la déchetterie, établi en date du 24/06/2025 par la société</p>

spécialisée MTSI, a été présenté et indique un débit de 148 m³/h (sous 1 bar) pour le poteau d'incendie alimenté par le BRL, mais seulement de 39,6 m³/h pour le poteau d'incendie alimenté par le réseau AEP, ce qui est insuffisant pour répondre aux besoins en eau d'extinction du site. Pour pallier l'insuffisance de débit de ce poteau d'incendie et l'incertitude des débits délivrés par le BRL, l'exploitant a mis en place à l'intérieur du site, à proximité de l'entrée, une réserve d'eau constituée d'une bâche souple d'un volume de 250 m³ avec une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter, dont l'accès par les pompiers est sécurisé par des zébras et un panneau d'interdiction de stationnement.


Ces constats respectent les prescriptions de la lettre de suites préfectorale du 30 octobre 2024 susvisée.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Déclaration des déchets sortants sur GEREP

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets sortants
Prescription contrôlée : La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole, exploitant une déchetterie sise Chemin de Calvisson, parcelle AI37, sur la commune de Caveirac, est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse : <ul style="list-style-type: none">de respecter les dispositions de l'article 10.2.6.1. de l'arrêté préfectoral n°17.013N du 26 janvier 2017 susvisé, en effectuant la déclaration des déchets dangereux et non dangereux évacués de la déchetterie de Caveirac durant l'année écoulée sur l'application dédiée GEREP, chaque année avant le 31 mars de l'année suivante, à commencer par celle de l'année 2023 ;
Constats : Il a été constaté que la déclaration des déchets dangereux et non dangereux évacués de la déchetterie de Caveirac a été effectuée pour chacune des années 2023 et 2024 sur l'application dédiée GEREP avant le 31 mars de l'année suivante. La mise en demeure du 21 décembre 2023 est respectée sur ce point.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Registre des déchets sortants


Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1.
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 09/10/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 03/12/2024
Prescription contrôlée : <p>La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole, exploitant une déchetterie sise Chemin de Calvisson, parcelle AI37, sur la commune de Caveirac, est mise en demeure, pour son site industriel situé à la même adresse :</p> <ul style="list-style-type: none">• de respecter les dispositions de l'article 3.2.6. de l'arrêté préfectoral n°17.013N du 26 janvier 2017 susvisé et de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé, en établissant et en tenant à jour un registre des déchets sortants de la déchetterie contenant les informations requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <p>Un registre des déchets sortants a été mis en place et a pu être consulté depuis le poste informatique de la déchetterie. Ce registre comporte l'ensemble des informations requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, pour la période du 01/01/2025 au 30/06/2025 présentée (à jour).</p> <p>La mise en demeure du 21 décembre 2023 est respectée sur ce point.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 2 Moyens de lutte contre l'incendie



Réserve d'eau d'extinction dans bâche souple 250 m3